

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)

830 avenue Edgar Faure
ZAC Les Toupes
39570 Montmorot

Références : MP/VV/2025/L_12
Code AIOT : 0012100033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE-EST (SAS) implanté Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)
- Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot
- Code AIOT : 0012100033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC Centre-Est est spécialisée dans la collecte, le tri, transit, regroupement et le pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux d'activités économiques. L'établissement de Montmorot est soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de détection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Déchets dangereux et trackdéchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Canalisation des rejets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexes 3.1 - VI et 3.2 - III	Susceptible de suites	Sans objet
5	Registre déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	/	Sans objet
6	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
8	Transferts	Code de	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	transfrontaliers de déchets	l'environnement du 03/06/2010, article R541-83		
9	Hierarchie des modes de traitement	Code de l'environnement du 31/07/2020, article L.541-2-1	/	Sans objet
10	Entreposage des déchets	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site apparaît bien tenu et l'exploitant a connaissance de la réglementation et des déchets qu'il traite. La gestion des déchets soumis à filière REP (Responsabilité Élargie du Producteur) fait l'objet de contractualisations avec les éco-organismes concernés.

Cependant, certains points restent à justifier, notamment la suffisance des capacités en eau des poteaux incendie, la non dangerosité de certains déchets de bois et la capacité de stockage au sein de la casemate dédiée aux solvants chlorés. Enfin, l'organisation mise en œuvre avec les éco-organismes pour la gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD) doit être précisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Situation administrative, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autres opérations qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles</p>

plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

Suites de l'inspection du 28/10/2023 : Demande de compléments n° 1 : L'exploitant communiquera à l'inspection :

- la convention actualisée de prise en charge et de traitement des DEEE avec un opérateur de traitement,
- le contrat liant l'opérateur de traitement avec un éco-organisme agréé conforme aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement

Constats de l'inspection du 27/11/2024 :

Concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'exploitant a fourni par courrier du 03/05/2024 le contrat qui le lie à l'entreprise Demain Environnement, exutoire des DEEE collectés sur le site, et la convention liant Demain environnement à l'éco-organisme Ecosystem.

Par ailleurs, concernant les huiles usagées, l'exploitant a présenté une attestation d'enregistrement datée du 08/11/2022 et valable pour 3 ans. Un appel d'offres est en cours pour le renouvellement à venir.

Cette attestation est associée à un contrat national liant Chimirec Centre Est à l'Eco-organisme (Cyclévia). La convention type collecteur-regroupeur a été présentée à l'inspection et celle-ci est signée les 23 et 28/06/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de détection et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de moyens de détection et de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- installation de détection automatique d'incendie reliée en permanence à une centrale de télésurveillance ;
- extincteurs mobiles en nombre suffisant et de classes adaptées aux feux à combattre ;
- robinets d'incendie armé à mousse (RIA).

En outre, 3 poteaux d'incendie sont situés sur le domaine public à proximité du site :

- entrée du site : débit 150 m³/h ;
- entrée de la ZAC : débit 168 m³/h - distance 240 mètres au sud-est du site ;
- vers l'entrée du SICTOM : débit 144 m³/h - distance 280 mètres au nord-ouest du site.

Pour ces trois derniers équipements, l'exploitant doit justifier au préfet par courrier, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la disponibilité effective des débits d'eau.

Constats :

Suites de l'inspection du 28/10/2023 :

Demande de compléments n° 2 : Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses besoins en eau pour la lutte contre l'incendie et de le soumettre à l'avis du SDIS afin de s'assurer qu'ils

peuvent être satisfaits par les poteaux de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) utilisables par le SDIS en cas d'incendie.

Constats de l'inspection du 27/11/2024 :

L'exploitant déclare être en contact régulier avec le SDIS, qui effectue des exercices dans l'enceinte de Chimirec (1 à 2 fois par an).

L'exploitant précise que le SDIS lui a confirmé, par téléphone, que les capacités en eau des poteaux incendie étaient suffisantes et correspondaient à leurs attentes. Cependant, cet accord n'a pas été formalisé par écrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un accord écrit du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Canalisation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexes 3.1 - VI et 3.2 - III

Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des rejets atmosphériques diffus

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

d : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses

Cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;
- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;
- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.

Constats :

Suites de l'inspection du 28/10/2023 : Demande de compléments n° 3 : L'exploitant communiquera à l'inspection :

- les résultats du contrôle de la qualité des effluents atmosphériques rejetés par :
 - les postes de déconditionnement des déchets solvantés ;
 - l'installation de broyage des déchets d'emballages plastiques.
- les mesures éventuelles à prévoir pour respecter les valeurs limites de rejets indiquées ci-dessus

Constats de l'inspection du 27/11/2024 :

Le rapport d'essai 24ES734 réalisé par SocorAir au niveau du broyeur plastique et du déconditionnement datant du 6 février 2024 a été fourni par l'exploitant à l'inspection. L'arrêté ministériel du 17/12/2019 dans son annexe 3.2-III, pour le traitement des déchets indique :

- pour les **COVT** : aucune valeur limite d'émission (VLE) n'est fixée pour le traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques. La VLE est fixée à 30 mg/Nm³, si les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 septembre 2019. La fréquence d'analyse est semestrielle ;
- pour les **poussières** : la VLE est fixée à 5 mg/Nm³ (ou 10 mg/Nm³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable) pour le traitement mécanique des déchets. La fréquence d'analyse est semestrielle.

Les déchets broyés étant des emballages plastique type fûts, l'exploitant s'est positionné sur les valeurs **COVT (30 mg/Nm³)** en considérant que son activité se rapprochait d'un traitement mécanique de déchets à valeur calorifique (les fûts sont majoritairement destinés à la valorisation matière pour fabriquer des tuyaux en plastique rigide pour le secteur du BTP) et pour les **poussières (10 mg/Nm³, le broyeur fonctionnant sous eau)** afin d'obtenir des limites de rejet les plus représentatives de son activité.

Pour les COVT au niveau du broyeur plastique, l'étude indique une moyenne de 37 mg/Nm³.
Pour les COVT au niveau du déconditionnement, l'étude indique une moyenne de 3 mg/Nm³.

Pour les poussières au niveau du broyeur plastique, l'étude indique une moyenne de 0,85 mg/Nm³.
Il n'y a pas d'analyse des poussières au niveau du déconditionnement.

Les analyses étant semestrielles, une autre campagne a été réalisée en septembre 2024. Le rapport d'analyse finalisé n'ayant pas encore été transmis par SocorAir à l'exploitant, celui-ci a présenté à l'inspection les résultats bruts.

Par ailleurs, le broyeur de déchets métalliques a été démonté.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni, par mail du 03/12/2024, le rapport de Socor'air des prélèvements effectués le 03/09/2024 à l'exutoire du broyeur de plastiques. La concentration moyenne sur gaz secs en poussières est de 2,3 mg/m³ et la concentration moyenne de COVT est de 16 mg/Nm³.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser la proportion de déchets broyé qui font effectivement l'objet d'une valorisation matière et la proportion aboutissant à une valorisation énergétique. De plus, l'exploitant précisera si les COVT sont des substances pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 septembre 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration GERE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant renseigne l'ensemble des déchets dangereux et non dangereux sur GERE.</p> <p>L'exploitant a présenté son suivi mensuel du tonnage qui affichait 14 317 t à décembre 2023. Le 08 novembre 2024, le tonnage enregistré était à 13 900 t.</p> <p>L'inspection a mis en lumière des incohérences concernant l'utilisation de codes déchets qui ne semblent pas correspondre avec la réalité. Par exemple : le code 01 04 99 vient de : 01 : « DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRIÈRES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINÉRAUX » - 01 04 99 : « <i>déchets non spécifiés ailleurs</i> ».</p> <p>Ce code ne semble pas être correct au regard des expéditeurs et du type de déchet réel (déchets venants de garages automobiles). L'inspection demande d'être vigilant à ce sujet.</p> <p>L'exploitant indique que les Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) sont en cours de préparation d'ici fin d'année et que cela sera l'occasion de sensibiliser et alerter les clients sur la bonne utilisation du code déchet.</p>

<p>Pour les codes 03 01 04* et 03 01 05 (« <i>sciure de bois dangereux et non dangereux</i> ») les producteurs sont respectivement Zolpan (activité liée à la peinture) et TK Elevator (activité de maintenance d'ascenseurs). Concernant ce dernier, il convient de justifier la non dangerosité des déchets de bois confiés à Chimirec.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit vérifier que les codes déchets utilisés par ses clients correspondent bien aux types de déchets envoyés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Registre déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni son registre des déchets de 2020 via son outil interne.</p> <p>L'exploitant précise qu'il utilise un logiciel interne (Unicom) qui lui permet aussi un suivi clientèle. Unicom communique avec Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Registre déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ;

<p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Les registres intègrent les déchets dangereux (DD) et non dangereux (DND) et comportent les informations prévues, l'exploitant les utilise pour compléter GEREP.</p> <p>L'outil envoie les informations à Trackdéchets.</p> <p>Le "registre d'opération" ou "journal" correspond à l'état des stocks ICPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>III. [...] La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir donné comme consigne de ne pas accepter les déchets si ceux-ci ne sont pas accompagnés d'un code déchets venant de Trackdéchets / GEREP (les deux outils communiquant).</p> <p>A noter que c'est l'outil Unicom de l'exploitant qui crée dans Trackdéchets les bordereaux de suivi (BSD) pour tous ses clients.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'accès à Trackdéchets sur site car il utilise son outil interne pour la recherche des BSD.</p> <p>L'inspection demande de consulter 3 BSD :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. BSD-20240926-82WTD7N2E (statut R13 stockage et pas d'élimination finale, demande d'explications) ; 2. BSDA-20241021-EX31919KS (plaque amiantées avec un statut « en attente », demande d'explications ; 3. BSD-20240903-BNAJKCTPA (statut refusé, demande d'explication). <p>1.BSD-20240926-82WTD7N2E :</p> <p>L'exploitant ne retrouve pas le BSD. Au vu des tonnages et du type de déchet, il se pourrait qu'il ait été réaffecté avec un autre code BSD par l'éco-organisme sans que l'exploitant n'en soit informé (fonctionnalité offerte aux éco-organismes par Trackdéchets).</p> <p>L'exploitant va se renseigner et apporter des éléments de réponse à l'inspection. L'inspection souligne le défaut de ce fonctionnement qui ne permet pas à l'exploitant d'accéder directement à TrackDéchets (même en simple « consultation » pour pouvoir croiser les éventuelles</p>

informations). L'exploitant explique qu'il s'agit d'une politique du groupe.

Le 29/11/2024 (post-inspection), l'exploitant a indiqué par retour de mail à l'inspection avoir pris immédiatement contact avec leur direction des services informatiques (DSI) qui dispose d'un accès direct à Trackdéchets. Le lien entre ce BSD (n° BSD-20240926-82WTD7N2E) et celui de l'éco-organisme (n° BSD-20240926-QNGGT3YNQ) a bien été établi et le BSD fourni.

L'exploitant est en attente d'un retour de l'éco-organisme et reviendra vers l'inspection dès qu'il en saura plus. La procédure serait a priori d'annuler le bordereau nouvellement créé et de bien réaffecter à Chimirec celui n° BSD-20240926-82WTD7N2E.

2. BSDA-20241021-EX31919KS :

Le BSD a été retrouvé par l'exploitant en entrée, mais est identifié en sortie avec le code BSD-20241104-0THH9YE25. Il est signé pour traitement à Drambon en D5 « Mise en décharge spécialement aménagée ».

3. BSD-20240903-BNAJKCTPA :

Le BSD est émis par CHIMIREC : il était en statut refusé par l'exutoire car la phase d'eau était trop importante (huile + eau OU eau souillée). L'exploitant a présenté le détail de la non conformité (NC) et le devenir du lot concerné.

Dans les cas d'un BSD refusé par Chimirec avec non conformité, l'exploitant renvoie une proposition commerciale avec nouveau BSD huile + eau (facturation associée) → nouveau BSD en eaux souillées présenté en séance.

La rupture de traçabilité est autorisée pour l'exploitant dans l'article 8.1.5.1 de son arrêté préfectoral (AP) du 15/04/2009.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revenir vers l'inspection concernant l'utilisation de Trackdéchets par l'éco-organisme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Transferts transfrontaliers de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/06/2010, article R541-83

Thème(s) : Risques chroniques, Transferts transfrontaliers de déchets

Prescription contrôlée :

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe le fait de procéder ou faire

procéder à un transfert transfrontalier de déchets sans l'accompagner du document d'information prévu par l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ou lorsque ce document ou le document de mouvement prévu par l'annexe IB de ce règlement est renseigné de façon incomplète ou inexacte.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que seules les huiles sont expédiées à l'étranger (Allemagne et Italie principalement). Par sondage, l'inspection a consulté sur GISTRID (outil de Gestion par Internet du Suivi des Transferts Internationaux de Déchets) les notifications n ^{os} FR 2023 039002 et FR 2023 042002. Ces notifications n'appellent pas de commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Hiérarchie des modes de traitement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/07/2020, article L.541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre.
Constats : Le groupe Chimirec affirme travailler pour valoriser au maximum les déchets, en valorisation matière si possible. L'exploitant suit le taux de valorisation : 75 % de valorisation (dont la moitié en matière) sur le secteur de Chimirec Centre Est. L'exploitant indique travailler actuellement sur les eaux qui vont en destruction (la part la plus importante des déchets en tonnage) afin d'identifier les eaux qui seraient valorisables. L'exploitant indique prioriser en fonction de la proximité des sites de traitement, mais affirme également que le point central est la disponibilité et les capacités des centres pour accueillir les déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchet, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 5 du présent arrêté a été calculé.[...]Solvants chlorés GRV/Fûts/Bigbags 8 m³ = 9,6 t[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stock journalier de déchets sur site est communiqué aux pompiers via une fiche placée dans la boîte à lettre à l'entrée du site et accessible aux équipes des pompiers. Cette procédure est quotidienne et a été mise en place depuis 2009 selon l'exploitant.</p> <p>Le Plan de Défense Incendie (PDI) est présent dans la même boîte à lettre, mais il est sous format papier non plastifié et a pris l'eau ce qui le rend illisible. L'inspection demande de remplacer ce document et de plastifier si possible les feuilles : l'exploitant a réalisé l'opération demandée et en a communiqué la preuve par mail du 29/11/2024.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que les différents déchets sont stockés en fonction de leur typologie (comme indiqué dans l'article 13 de l'AP du 02/02/2015). En particulier, les déchets dangereux en petits contenants sont stockés dans plusieurs casemates isolées les unes des autres par des parpaings.</p> <p>La visite sur le terrain a permis de visualiser les déchets stockés dans l'espace dédié aux déchets chlorés. Les déchets présents sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GRV de solvants chlorés (contenant 40 % de chlore environ selon l'exploitant), - GRV / fûts non conformes (identifiés par une rubalise rouge) contenant d'autres déchets chlorés (de concentration moindre). <p>Au total, l'espace dédié au stockage des déchets chlorés contient 8 GRV (soit environ 8m³), 10 fûts de 200 L (soit environ 2 m³) et d'autres contenants plus petits : le volume maximal autorisé (8 m³) n'est donc pas respecté (Cf photo en annexe).</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant quant à l'origine de la limite fixée, l'exploitant n'a pas été en mesure de répondre à cette question. Il justifie en revanche le stockage d'autres produits chlorés avec les solvants par la compatibilité entre ces types de produits et afin de tous les conserver dans une casemate sécurisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier le volume maximal de produits chlorés pouvant être stockés dans la casemate en toute sécurité, notamment au regard de la dimension de la rétention et des éventuels effets d'un incendie au sein de cette casemate.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant réduira les quantités de produits stockés dans la casemate dédiée aux produits chlorés.</p> <p>De plus, l'exploitant précisera sa définition des solvants chlorés et la catégorie de déchet à laquelle relier les GRV / fûts non conformes.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
